

Journal de vos Conseillers départementaux

Nadia MOUADDINE et Denis DATCHARRY



Nous avons été élu.e.s le 27 juin dernier, dans le canton de Gennevilliers - Villeneuve la Garenne. Au sein du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, nous faisons partie du groupe Gauche Citoyenne, Communiste et Républicaine. Nous voulons, à travers ce mandat qui nous a été confié, mener un travail utile aux citoyennes et aux citoyens. Nous voulons agir en restant à leur écoute, pour l'intérêt collectif, l'égalité des droits et l'émancipation sociale de toutes et tous.

Action sociale, santé, éducation, logement, écologie, transports, aménagement durable, culture, vie associative, démocratie locale : dans un département qui dispose de moyens financiers importants mais où les inégalités sociales et territoriales demeurent fortes, beaucoup reste à faire sur tous ces enjeux.

Nous nous engageons pour contribuer à faire de ce département un territoire plus solidaire, égalitaire, écologique et durable !

**Le mercredi
24 novembre
à 19h**

Venez échanger autour d'un pot fraternel,
avec vos nouveaux Conseillers Départementaux

Salon Neptune - 74 rue de la Fosse aux Astres - 92390 Villeneuve la Garenne

Soutien aux parents, aux personnes âgées ou en situation de handicap :

L'effort de solidarité du département en faveur des familles et des publics défavorisés n'est pas à la hauteur des besoins réels. Nous demandons qu'il soit renforcé d'urgence !

Rendre l'aide Bébédome plus accessible aux familles les moins favorisées

Le dispositif Bébédome est une aide financière pour les parents qui font appel à une assistante maternelle ou une garde à domicile pour leurs enfants de moins de 3 ans. En 2018, près de 9000 familles bénéficiaient de Bébédome. Mais en 2020, elles n'étaient plus que 7000. Nous demandons la révision des critères de calcul et d'attribution de Bébédome.

C'est une aide primordiale pour les femmes seules avec des enfants à charge, car la garde de ces derniers facilite l'accès des mères à l'emploi.

Les nouveaux modes de calcul du Département désavantagent les habitant.e.s des villes populaires. Nous avons donc demandé un bilan, ville par ville, de l'attribution de cette aide, ceci pour la revaloriser de manière importante, et la rendre plus accessible à toutes et tous.



Mobiliser plus de moyens pour l'aide sociale à l'enfance



Concernant l'aide sociale à l'enfance, des structures départementales comme la pouponnière Paul Manchon, le centre maternel Les Marronniers, et la cité de l'Enfance jouent un rôle fondamental. Nous demandons que leurs personnels soient renforcés, pour qu'ils puissent mieux remplir leurs missions. Le département doit aussi financer davantage de places d'accueil. C'est indispensable pour une politique permettant de mieux protéger et prendre soin de l'enfance !

Le département doit agir plus et mieux pour les personnes âgées et pour les personnes en situation de handicap

La carte Améthyste permet aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap d'accéder à un tarif réduit aux transports publics. Nous déplorons une baisse constante des bénéficiaires de



cette aide (4000 bénéficiaires de moins depuis 2015), alors même que de nombreux habitants en sont toujours exclus.

Nous demandons donc l'élargissement du dispositif Améthyste. En effet, les conditions d'attribution de cette aide doivent changer afin que puissent en bénéficier :

- Les personnes en situation de handicap de moins de 20 ans ;
- Les personnes en situation de handicap avec un taux d'incapacité de moins de 80% ;
- Les personnes dont l'état de santé ne permet pas d'exercer une profession quelconque.

Pour une aide à l'autonomie plus efficace

Chambre régionale
des comptes
Île-de-France



La Chambre régionale des comptes (CRC) a formulé récemment des constats préoccupants concernant l'aide aux personnes âgées. Alors que nos concitoyens avancent en âge (+8,1% de personnes de plus de 60 ans depuis 2015), et que **dans trente ans, les Hauts-de-Seine seront le département le plus âgé de France, les**

aides auxquelles ils sont potentiellement éligibles reculent : il s'agit notamment de l'**Allocation Personnalisée d'autonomie (APA)** à domicile ou en établissement (moins 9% depuis 2015, d'après la CRC). Nous demandons donc **que ces aides soient remises à niveau pour répondre réellement aux besoins**, qui sont de plus en plus grands.

Faire plus pour le droit à la mobilité des jeunes : le remboursement à 50% du pass Imagine R

Pour les collégien.ne.s boursier.e.s, le département vient de valider la participation au financement de la **carte Imagine'R** en fonction du niveau de bourse perçue. Cette mesure ne concerne que 2 000 jeunes

sur les 12 000 collégien.ne.s que compte notre département. L'aide du département n'est pas à la hauteur des besoins.

Nous demandons le remboursement à 50% du Pass Imagine'R pour l'ensemble des collégien.ne.s, lycéen.nes, étudiant.es et apprenti.es, sans critères de bourse.

D'autres départements mettent en place des mesures ambitieuses pour faciliter les déplacements des jeunes, notamment pour les activités périscolaires, culturelles ou sportives. Les Hauts-de-Seine doivent s'en inspirer, ce département en a les moyens !



Développer l'usage du vélo : un enjeu écologique majeur

Un Plan vélo est en préparation dans les Hauts-de-Seine. Il doit définir la politique cyclable à l'échelle du département. Il doit permettre de développer l'usage du vélo à la fois pour les trajets domicile-travail et pour une pratique de loisir et de tourisme.



L'aménagement pérenne de pistes cyclables est un enjeu écologique important. Ces travaux sont aujourd'hui indispensables.

Nous restons vigilants sur la prise en compte des interconnexions entre toutes les villes, et avec les départements limitrophes, ainsi que sur le développement de parkings à vélos accessibles et sécurisés.

Renforcer la politique de développement durable, en prenant en compte les populations les plus modestes



Concernant la politique de développement durable, nous pensons qu'elle doit être renforcée dans notre département. **Agir plus et mieux pour le climat, pour la biodiversité, pour un territoire solidaire, est urgent !** Il faut plus d'ambition et des moyens concrets pour mieux répondre à ces enjeux. **Dans le cadre de cette action, une attention particulière doit être portée aux populations**



les plus modestes, qui doivent être mieux associées aux mesures prises, et **bénéficier de davantage de solidarité**. C'est le cas par exemple avec la création récente des ZFE, qui devrait s'accompagner d'un meilleur soutien aux propriétaires de véhicules les moins aisés. **Créer l'égalité, c'est faire davantage d'efforts en faveur de ceux qui ont moins.**

Dotation du département aux collèges : Il faut faire davantage pour l'éducation de nos jeunes, les moyens existent !



Les dotations du département aux collèges n'évoluent quasiment pas. Les forfaits élèves n'ont pas augmenté depuis 2012. Bientôt 10 ans ! Ce qui signifie qu'ils sont en baisse si on les compare à

l'évolution de l'indice des prix calculé par l'INSEE. **Nous demandons donc leur augmentation.**

D'autre part, avec la crise sanitaire, la scolarisation des élèves a été compliquée depuis un an et demi, avec des phénomènes de décrochage. Mais le département n'annonce pas d'efforts supplémentaires pour mieux accompagner les publics les plus en difficultés. Ceci d'autant plus que le ministère de l'éducation nationale n'a pas été non plus à la hauteur de ces enjeux. Nous regrettons que notre Département n'ait pas prévu des **moyens supplémentaires significatifs pour compenser les dépenses liées à la crise sanitaire.** Pourtant, les moyens existent, ils doivent être utilisés !

Crise du logement : le Département doit agir pour plus de solidarité

Depuis des années, notre région connaît une grave crise de l'offre de logements. Les prix du logement privé flambent, tandis que la construction de logements sociaux est en chute libre.

Nous demandons que le Département oriente ses moyens importants vers la construction de 5 500 logements sociaux par an, dans toutes les villes des Hauts-de-Seine ! Les villes qui ne respectent pas le seuil minimum de 25 % de logements sociaux exigé par la loi SRU doivent remplir leurs obligations. Et il faut aussi soutenir davantage les villes déjà engagées dans cet effort de solidarité.



Le Département doit renforcer ses aides aux réhabilitations de logements, pour améliorer le cadre de vie des habitants, et pour agir en faveur de la transition écologique en réduisant le nombre de « passoires thermiques ».

Il doit aussi **augmenter les aides aux plus fragiles pour se loger,** via le Fonds de solidarité logement (FSL). Après avoir obtenu de haute lutte l'élargissement des critères d'accès au FSL, nous continuerons donc de défendre l'augmentation de son budget.



■ Ecrivez-nous à : nmouaddine@hauts-de-seine.fr et ddatcharry@hauts-de-seine.fr

■ Vous pouvez nous retrouver, le matin, devant les écoles :

Denis Datcharry

23/11 Delaunay, **02/12** Jules Verne, **08/12** Jean Jaurès,
16/12 Charles Perrault

Nadia Mouaddine

26/11 Kergomard, **2/12** maternelle Anatole France,
7/12 maternelle Caillebotte



Abonnez-vous à l'infolettre de vos conseillers départementaux



▶ Scannez-moi !